



**COMMUNIQUE DE PRESSE N° 06 /OLUCOME/07/2015 PORTANT SUR LA POSITION DE
L'OLUCOME FACE AUX ELECTIONS COMMUNALES, LEGISLATIVES, SENATORIALES ET
PRESIDENTIELLES DE 2015**

1. Ces derniers jours, le Burundi a vécu les étapes importantes des élections de 2015. Celles-ci ont été émaillées de beaucoup d'irrégularités notamment la candidature de l'actuel Président de la République Monsieur Pierre Nkurunziza qui viole la constitution du Burundi et les accords d'ARUSHA pour la paix et la réconciliation, le consensus de tous les partenaires nationaux aux élections relatif à la préparation et au déroulement des élections au Burundi qui n'a pas eu lieu faute de la Commission Electorale Nationale Indépendante, l'insécurité pendant lesdites élections qui n'a pas permis au peuple d'exprimer son vrai choix, etc.
2. La Commission Electorale n'a pas respecté les compromis de la réunion qu'elle a tenue avec les partenaires nationaux aux élections à la veille de la mise en place des Commissions Electorales Provinciales Indépendantes (CEPI). A ce sujet et sur les autres étapes du processus électoral, l'OLUCOME a déploré, à maintes reprises, à l'endroit de la CENI l'absence du dialogue et du consensus effectifs qui caractérisait tout le processus électoral de 2015. Cependant, la CENI n'a jamais tenu en compte cette remarque préférant faire la sourde d'oreille et passer à d'autres étapes des élections en ne privilégiant pas le dialogue entre tous les partenaires nationaux aux élections. Or, les Présidents des pays membres de la Communauté Est Africaine et ceux de l'Union Africaine avaient recommandé au Gouvernement du Burundi de mettre en avant le dialogue dans l'objectif d'avoir des élections crédibles, transparentes et apaisées.
3. Les résultats de ces élections ont été déclarés par les Nations Unies, les Etats unis d'Amérique, l'Union Européenne, l'Union Africaine, la Communauté Est Africaine, la Belgique, l'Allemagne... non crédibles emboitant le pas de l'opposition et la société civile burundaises ; pour dire que le Gouvernement qui pourra être mis en place sera un Gouvernement de fait et par conséquent illégal. Ce qui est un mauvais départ pour notre pays pouvant engendrer des conséquences fâcheuses sur la vie socio-économique des citoyens burundais déjà moribonde.
4. L'OLUCOME saisit cette opportunité pour informer l'opinion tant nationale qu'internationale qu'il joint sa voix à celles des autres pour rejeter les résultats proclamés par la CENI pour les élections communales, législatives, sénatoriales et présidentielles parce qu'elles n'ont pas rassemblé le consensus de tous les partenaires nationaux et respecté la constitution du Burundi et les accords d'ARUSHA pour la paix et la réconciliation au cours du processus électoral.

Etant donné que l'OLUCOME défend les valeurs d'intégrité, d'équité et de transparence, en s'appuyant sur la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, l'Observatoire est contre tout acte pouvant engendrer l'insécurité sur les citoyens et leurs biens et est pour toute initiative pouvant contrecarrer la guerre notamment le dialogue entre les parties en conflits. *g*

5. Après les manifestations contre le troisième mandat qui ont débuté le 26 Avril 2015, le bilan révèle qu'il y a eu plus de 80 morts et beaucoup de blessés. Ces derniers jours, l'OLUCOME constate que les assassinats continuent à se commettre en plein jour ou même de nuit sans aucune décision effective du Gouvernement pour les arrêter et sans faire des enquêtes en vue de déterminer leurs auteurs. Ces actes prouvent que certains services de l'Etat, s'ils ne sont pas auteurs, ils sont au moins complices et que certains citoyens possèdent des armes à feu. D'un autre point de vue, il est à craindre que cet état de fait ne conduise à un trafic des armes que certains observateurs disent exister déjà au Burundi.
6. Au cours de cette période de conflits, l'Observatoire se rend compte également que la richesse nationale continue à être détournée par une poignée de gens s'enrichissant indument à grande vitesse. Ces détournements appauvrissent toute la population burundaise et handicapent l'économie du Burundi. Cela arrive au moment où l'activité économique est presque paralysée d'autant plus que les recettes de l'Etat diminuent sensiblement et les partenaires internationaux continuent à se désengager à appuyer le Burundi à cause des intérêts de certains individus qui veulent se maintenir au pouvoir en violation des principes démocratiques et de bonne gouvernance.
7. De tout ce qui précède, l'OLUCOME recommande ce qui suit:
 - I. **Au Gouvernement :**
 - a. De mettre en application les clauses issues du dialogue conduit par les Nations Unies, et acceptées par lui, relatives à la libération inconditionnelle des manifestants, à la réouverture de certaines stations de radios privées, à l'annulation des mandats d'arrêt contre certains leaders de la société civile,...
 - b. De reprendre sans délais le processus de dialogue conduit par Son Excellence Monsieur le Président de la République d'Ouganda afin de vider toutes les questions se trouvant sur la table des négociations;
 - c. D'opérer des investigations impartiales sur les cas de récents assassinats, disparitions de certaines personnes considérées comme ayant pris part aux manifestations et de punir les coupables de ces faits y compris ceux qui sont à son service car nul n'est au dessus de la loi et celle-ci est générale et impersonnelle ;
 - d. De mener des enquêtes au sujet du trafic des armes au Burundi afin de l'interdire et de désarmer les milices possédant illégalement les armes ;
 - e. D'interdire à l'administration de faire payer l'amende lors de l'octroi des documents administratifs aux citoyens pour cause de n'avoir pas voté au cours de ce scrutin de 2015 ;
 - II. **Aux acteurs politiques**
 - a. De faire preuve de souplesse et privilégier toutes les voies pacifiques notamment le dialogue en vue de trouver ensemble la solution aux questions qui hantent actuellement le pays ;
 - b. De continuer de veiller au respect de la Constitution et des Accords d'Arusha pour la Paix et la Réconciliation dans l'intérêt des tous les Burundais ;

- c. De combattre pour des élections crédibles, paisibles et inclusives en vue d'instaurer une véritable démocratie au Burundi ;

III. **A la société civile :**

- a. De rester neutre vis-à-vis des problèmes politiques et de continuer à défendre les droits et libertés contenus dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ; ~~internationaux ou régionaux pour le respect des valeurs fondamentales de notre~~ pays et du monde civilisé en luttant contre le non respect des droits fondamentaux de la personne par qui que ce soit, contre la dilapidation des deniers publics, la discrimination en tout domaine, la détention illégale d'armes à feu et leur usage ;
- c. De prendre part à la recherche des voies pouvant amener le Burundi à renouer avec une démocratie électorale par des élections conformes à la loi ;
- d. De contribuer au dialogue national en vue de trouver dans les meilleurs délais une solution adaptée à notre pays en crise institutionnelle et politique ;

IV. **A la communauté internationale.**

- a. De peser lourd sur le Gouvernement en vue qu'il se ressaisisse et prenne la voie du dialogue national en vue de la paix et de la sécurité dans le pays ;
- b. De ne pas sanctionner la population burundaise en croyant prendre des sanctions contre le Gouvernement ;
- c. De contraindre le Gouvernement à respecter ses engagements internationaux en matière de respect des droits de la personne humaine en initiant des enquêtes relativement aux exactions qui ont été commises pendant les trois derniers mois et suivre de très près les arrestations et disparitions signalées partout dans la capitale Bujumbura et dans certains coins du pays ;
- d. Aider le Burundi à désarmer totalement les détenteurs illégaux d'armes à feu ;
- e. A la communauté de l'Afrique de l'Est, il est particulièrement demandé de suivre de plus près l'évolution de la crise et de mettre la main dans la recherche et l'application des solutions immédiates à la crise ;
- f. Au Facilitateur l'Observatoire lance un appel particulier afin qu'il use de tous les moyens afin de ramener les protagonistes à la table du dialogue dans les meilleurs délais car l'urgence presse d'autant que les armes à feu continuent à faire des ravages dans le pays ;

Fait à Bujumbura, le 28/02/2015

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

